

1992 - LA NAISSANCE D'UN MOUVEMENT POUR LA RESTAURATION DU BOUDDHISME UNIFIÉ

Les funérailles du vénérable Thich Dôn Hâu; la succession au patriarcat

C'est l'organisation des funérailles du vénérable Thich Dôn Hâu, bonze principal de la très célèbre pagode de Thiên Mu (ou Linh Mu) à Huê, le plus haut dignitaire du Bouddhisme vietnamien, décédé le 23 avril 1992, qui a marqué, dans les milieux bouddhistes, le début d'un mouvement de protestation contre l'Etat, mouvement qui allait se poursuivre toute l'année.

La vie du religieux bouddhiste dont la mort a déclenché ces incidents est symbolique de l'itinéraire suivi par l'Eglise Bouddhiste ces dernières années. Né le 16 février 1905, le vénérable Thich Dôn Hâu, entré très jeune à la pagode, a été, de 1945 à sa mort, responsable de la pagode Thiên Mu à Huê au Centre-Vietnam. Après la deuxième guerre mondiale, il a participé à la résistance antifrançaise. Plus tard, en 1963, il prenait part à la lutte des bouddhistes contre le régime du président Ngô Đình Diêm. En 1968, lors de l'attaque générale des forces communistes qui eut lieu au nouvel an, il fut amené par elles au Nord Vietnam. En 1975, après la victoire des armées communistes, il revenait à Huê où pendant un temps, il fut député à l'Assemblée nationale et membre éminent du Front Patriotique. Cependant en 1978, après le début de la répression de l'Eglise Bouddhiste unifiée du Vietnam par le gouvernement, il éleva la voix et dénonça publiquement les arrestations de nombreux dirigeants bouddhistes comme les vénérables Thich Thiên Minh, Thich Huyền Quang et Thich Quang Dô.

Voulant honorer le passé du vénérable Thich Dôn Hâu, son opposition au colonialisme français d'abord et à l'impérialisme américain ensuite, tout en faisant oublier la période de sa vie qui avait suivi, le gouvernement décida de patronner l'enterrement et d'y envoyer une délégation présidée par l'ancien Chef du Gouvernement révolutionnaire provisoire, M. Nguyen Huu Tho, vice-président du Conseil d'Etat. Selon ce projet, des cérémonies publiques devaient être organisées le 6 mai. Un discours y serait prononcé par une personnalité gouvernementale.

Lorsqu'il fut connu, le projet gouvernemental jeta la consternation dans le comité qui s'était constitué peu après la mort du vénérable Thich Dôn Hâu. Ce comité, formé des disciples du moine, avait organisé pour le 3 mai, conformément aux dernières volontés écrites du défunt, des funérailles uniquement religieuses excluant toute participation de personnalités officielles. A la fin du

mois d'avril, la tension entre les milieux bouddhistes et les autorités était telle que le vénérable Thich Tri Tuu et quelques autres religieux avec lui, menacèrent de s'immoler par le feu si le gouvernement ne renonçait pas à son projet d'organiser des funérailles nationales et d'y faire prononcer l'éloge funèbre du religieux.

La détermination des religieux bouddhistes était évidente et des pourparlers entre le gouvernement et le comité de la pagode Thiên Mu s'avèrent indispensables. Un compromis fut élaboré: les cérémonies seraient uniquement religieuses et se dérouleraient le 3 mai, comme prévu par le comité. Cependant la délégation gouvernementale ferait une courte apparition durant laquelle personne ne prendrait la parole. C'est finalement ainsi que les choses se sont passées: selon M. Nguyen Kim Dinh, responsable provincial des affaires religieuses, "*elles se seraient très bien passées*", bien qu'aucun étranger n'ait pu y participer.

Cependant, quelques temps plus tard, grâce à des documents en provenance du Vietnam et diffusés en Occident par des religieux bouddhistes en exil, on apprenait que, lors des funérailles, des événements importants, concernant la vie du Bouddhisme unifié, étaient survenus. A cette occasion, un des plus grands dirigeants du bouddhisme unifié, le vénérable Thich Huyền Quang, avait réussi à quitter le Centre-Vietnam où il était exilé depuis février 1982, pour participer aux obsèques de Thich Dôn Hâu. Il y avait, semble-t-il, prononcé une allocution devant près de 3 000 fidèles où il affirmait la légitimité de l'Eglise bouddhique unifiée, tout en protestant contre les persécutions dont elle était l'objet et contre la création par le pouvoir d'une Eglise bouddhique d'Etat en 1981.

Des mêmes sources, on apprenait aussi que le testament spirituel du défunt avait désigné le vénérable Thich Huyền Quang comme son successeur, aussi bien pour s'occuper du "Patriarcat", la plus haute instance du Bouddhisme unifié, que du Conseil pour la propagation du Dharma dont il devenait recteur par intérim. Après les funérailles, le religieux regagnait le lieu de son exil muni des sceaux qui lui appartenaient en vertu de ses nouvelles fonctions.

Lettres ouvertes du nouveau patriarche et réaction des autorités

Dès le 26 juin 1992, depuis sa province du Quang Ngai, où il est exilé depuis déjà 10 ans, le nouveau patriarche adressait une lettre ouverte au secrétaire général du parti communiste vietnamien, au président de l'Assemblée nationale, au président du Conseil d'Etat, au président du Conseil des ministres, au président de la Cour suprême et au président du Front patriotique. Après avoir retracé 41 ans de persécution contre le bouddhisme, la lettre fait état des arrestations, des confiscations de pagodes et d'établissements bouddhistes qui ont eu lieu après l'établissement du nouveau régime en 1975. Thich Huyền Quang dénonce surtout avec une grande vigueur la

création par l'Etat d'une organisation qui prétend s'appeler "Eglise bouddhique du Vietnam" qui n'est en réalité qu'une Eglise d'Etat, instrument du pouvoir destinée à détruire l'Eglise bouddhique unifiée.

La lettre s'achevait par une liste de 9 revendications adressées aux autorités de Hanoi. Le religieux réclamait la liberté totale d'action pour l'Eglise bouddhique unifiée, la libération des religieux emprisonnés, la restitution de tous les monastères et établissements confisqués, la reconnaissance par l'Etat des fautes commises par lui contre le Bouddhisme.

Peu de temps plus tard, à l'occasion de la fête des âmes errantes, le 4 juillet 1992, Thich Huyên Quang envoyait une lettre aux religieux et aux fidèles dans le pays et à l'étranger, ainsi qu'à toutes les institutions du bouddhisme vietnamien. Après avoir rappelé la politique d'oppression poursuivie par le gouvernement vietnamien à l'encontre du Bouddhisme unifié, le vénérable y dispensait un certain nombre de consignes spirituelles.

Enfin, au mois de septembre, une très longue lettre du religieux reprenait tous les thèmes précédents et les approfondissait.

Les réactions du gouvernement vietnamien

Les autorités n'allaient pas tarder à réagir face aux prises de position publiques du nouveau patriarche. Dès le 23 juin, une directive du Comité populaire de la province de Thua Thiên (Huê) déclarait que les textes de Thich Huyên Quang, diffusés dans les diverses pagodes de la province et dans les milieux bouddhistes, n'avaient d'autre visée que la division du bouddhisme. Elle rappelait qu'il était interdit d'imprimer et de diffuser les textes du religieux. Ceux qui circulaient dans la population devaient être remis aux autorités. Le texte de cette directive est parvenu aux Etats-Unis où il a été traduit en anglais et publié.

Quelques temps plus tard, le 4 et le 5 août 1992, le vénérable Thich Huyên Quang était convoqué au siège de la Sécurité de la province du Quang Ngai et soumis à un long interrogatoire qu'il a lui-même consigné par écrit et fait parvenir en Occident.

Un texte, rédigé par la commission à l'action populaire (8) du comité central du Parti communiste vietnamien, daté du 17 août 1992 et portant la mention "secret" a aussi été porté à la connaissance du public occidental, grâce à sa publication par le comité directeur pour l'Europe de l'Eglise bouddhique unifiée vietnamienne. Il informe ses destinataires du jugement porté par les plus hautes instances du Parti sur les manifestations d'indépendance de l'Eglise bouddhique unifiée qui se sont multipliées au cours de cette année. Il renferme aussi un certain nombre de directives à appliquer pour y faire face.

Le document du comité central du Parti, après avoir rappelé l'affaire des obsèques du vénérable Thich Dôn Hau ainsi que les diverses prises de position de Thich

Huyen Quang, dénie à ce dernier le titre de "recteur de l'Institut de propagation du Dharma" que le religieux affiche désormais. Le document déclare ensuite que toutes les sectes et les branches du Bouddhisme ont été unifiées en 1981 et se sont fondues en une seule organisation, "L'Eglise Bouddhique du Vietnam". Il n'y a donc plus lieu de parler d'Eglise bouddhique unifiée.

Inquiet du retentissement à l'étranger des lettres ouvertes de Thich Huyên Quang, le 28 décembre 1992, le gouvernement vietnamien par la voix du porte-parole du ministère des affaires étrangères rejetait ce qu'il appelait "*des accusations calomnieuses*" et "*appelait le public à la vigilance à l'égard des personnes qui commettent des actes de sabotage, de provocation et de division religieuse*".

L'extension du mouvement de protestation bouddhiste au Vietnam

Il est difficile de mesurer l'ampleur du mouvement de protestation bouddhiste au Vietnam. A l'exception de la mise en garde citée ci-dessus, les médias officiels sont particulièrement discrets. Cependant, bien que le premier rôle dans cette rébellion pacifique, soit incontestablement tenu par le vénérable Thich Huyên Quang, il est probable que ses réactions ne laissent pas la population indifférente. En tout cas, un certain nombre de religieux et laïcs bouddhistes militent aussi pour la restauration de l'Eglise bouddhique unifiée et l'indépendance du bouddhisme par rapport à l'Etat.

Ainsi, selon une revue de Hongkong trois dirigeants de l'"Eglise bouddhique du Vietnam", désignés par le gouvernement pour être candidats aux élections à l'Assemblée nationale du 19 juillet, auraient reçu des lettres leur intimant de retirer leur candidatures. Les trois religieux, Thich Thiên Siêu de Huê, Thich Minh Châu et Thich Chi Tinh de Hồ Chi Minh-Ville, étaient ainsi invités à garder leurs distances vis-à-vis du gouvernement.

Dans deux lettres diffusées en France par le "*Comité Vietnam pour la défense des droits de l'homme*", deux religieux bouddhistes ont aussi protesté contre les interrogatoires intensifs et répétés auxquels la police d'Etat les a soumis durant les mois de novembre et de décembre 1992. Tous deux ont exprimé leur intention de s'immoler par le feu si les persécutions actuelles continuaient. Les deux religieux ont rapporté que les questions posées au cours des séances de travail portaient principalement sur le testament spirituel du vénérable Thich Don Hau. Selon la police, ce "testament" aurait été fabriqué "*par hostilité à l'Eglise bouddhique d'Etat*."

L'auteur d'une des deux lettres, datée du 15 décembre 1992, est le vénérable Thich Nhât Liên, 70 ans, religieux dans une pagode de la ville de Xuân Lộc, province du Dong Nai. Il affirme avoir été obligé de "*travailler*" pendant neuf jours consécutifs, du 2 au 12 décembre, et avoir

résisté aux policiers qui voulaient le forcer à affirmer que le testament n'était qu'un faux. Ces interrogatoires l'ont épuisé et il déclare être allé jusqu'au bout de ses forces. Le religieux rapporte aussi qu'à l'issue de ces séances, les agents de la sûreté ont décidé d'assurer "sa protection" et pour cela "ont investi cour et bâtiments de sa pagode".

L'autre lettre, datée du 10 décembre, se présente comme une lettre d'adieu; elle a été écrite par le vénérable Thich Tri Tuu, religieux à la célèbre pagode de Linh Mu située sur les bords du fleuve des parfums à Huê. Il se proclame "le plus proche et plus fidèle disciple depuis 17 ans" du vénérable Thich Don Hau. Depuis le 17 novembre 1992, il a été constamment convoqué par la police et n'a cessé de proclamer la parfaite authenticité du testament de son maître, Thich Don Hau. Il est prêt "à transformer son corps en torche vivante pour éclairer la vérité".

Extraits de la lettre (1992) du Vénérable Thich Huyên Quang, quatrième patriarche de l'Eglise Bouddhique Unifiée du Vietnam.

1 - Dans quel but, l'Etat communiste vietnamien a-t-il créé une Eglise d'Etat, à Hanoi, en 1981?

Comme vous le savez tous, l'Etat communiste, sous la mouvance de la théorie marxiste-léniniste, a toujours considéré que la religion était l'opium du peuple, un ennemi à combattre, une composante sociale nuisible et à éliminer. Pourquoi donc ce même Etat a-t-il investi tant de forces et tant de ressources dans la création de telle ou telle Eglise?

Il est sans doute superflu de répondre à une telle question. Tous, même les plus ignorants, comprennent les raisons de ces initiatives. Je voudrais cependant insister sur ce point: il s'agit d'un stratagème politique, d'une tactique précise à l'intérieur d'une stratégie globale et à long terme: elle vise à tromper les adeptes des religions afin de mieux les éliminer. Grâce à son expérience de l'Histoire, l'Etat vietnamien communiste s'est montré plus habile que d'autres dans la persécution de la religion. Il ne l'a pas anéanti directement comme cela se produisit dans l'ancienne Union soviétique, ou en Chine durant la révolution culturelle, ou en Mongolie quand les religieux furent jetés dans des charniers, ou encore au Cambodge du temps de Pol Pot. Non, au contraire, pour la religion, l'Etat vietnamien crée des Eglises, comme par exemple, l'association Bouddhique unifiée au Nord Vietnam en 1960, le Comité de liaison des bouddhistes patriotes au Sud Vietnam en 1975. Ces comités, ces associations sont dotés d'une hiérarchie communiste avec des religieux comme Minh Nguyêt, Thiên Hao, Thê Long, Thanh Tu, etc. Ces dirigeants n'ont-ils donc pas montré assez d'efficacité, ou bien leur crédibilité n'était-elle pas suffisante pour qu'il soit besoin de créer une nouvelle Eglise et rendre la situation encore plus complexe? Quel

objectif a bien pu motiver la création d'une Eglise d'Etat à Hanoi en 1981?

L'objectif a été le suivant: se servant du prétexte de la réunification du bouddhisme dans tout le pays, l'Etat communiste vietnamien a créé une nouvelle Eglise pour en faire un instrument au service du renversement et de l'élimination de l'Eglise bouddhique unifiée du Vietnam. Il a utilisé la collaboration de religieux pour éliminer des religieux, la collaboration de fidèles pour éliminer leurs propres coreligionnaires. Hélas!

2 - Pourquoi l'Etat communiste vietnamien a-t-il voulu éliminer l'Eglise bouddhique unifiée du Vietnam ?

Parce qu'il préconise le monopole du pouvoir entre les mains du Parti et la dictature du prolétariat, le communisme a pour habitude de contraindre les organisations populaires à se conformer à un cadre unique sous la direction du Parti et au service de ses intérêts. Mais, dans le cas de l'Eglise bouddhique unifiée du Vietnam, il n'a pu y parvenir aisément, car celle-ci possède un certain nombre de caractéristiques importantes:

1 - L'Eglise bouddhique unifiée du Vietnam est une vaste organisation dotée d'un large réseau d'institutions implantées dans les villes comme dans les campagnes, sur les hauts-plateaux comme dans les îles, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, avec ses délégations d'outre-mer qui ne cessent de se développer dans le monde entier.

2 - L'Eglise bouddhique unifiée s'inscrit dans la légitimité des patriarches par qui la doctrine a été transmise autrefois et aujourd'hui; elle tire sa force du sacrifice sublime du Bodhisattva Quang Duc, des saints martyrs et des résistants méritants.

3 - L'Eglise bouddhique unifiée du Vietnam possédait un système d'éducation religieuse comprenant des classes de niveau élémentaire, moyen et supérieur, un système d'enseignement général doté du primaire, secondaire (les écoles Bô Dê) et de l'université Van Hanh. Elle possédait aussi des maisons d'éditions et de presse, des oeuvres de bienfaisance sociale toujours plus nombreuses.

4 - L'Eglise bouddhique unifiée du Vietnam est l'héritière directe de l'Association générale du Bouddhisme vietnamien (fondée à partir des trois associations bouddhiques du Nord, Centre et Sud Vietnam). Organisation constituée par les différentes sectes et groupements bouddhiques, elle a rassemblé en son sein le Nord et le Sud-Vietnam et elle regroupe des composantes vietnamiennes, cambodgiennes et chinoises, sur la seule base du volontariat. Elle est née de la volonté de survivre après la douloureuse période de luttes et de sacrifices de 1963, alors que la religion était en péril. La naissance de cette Eglise en 1964 a coïncidé avec le rassemblement des enfants de Bouddha, qui, unis

par un même destin et après de très cruelles expériences, ont su recourir à l'association pour s'assurer une protection mutuelle contre les tentatives de division, les pressions des forces politiques étrangères. Elle n'a donc pas été édiflée sous la pression d'un régime utilisant son pouvoir à cet effet. C'est bien pourquoi, la spécificité de notre Eglise est son caractère populaire. Elle est de dimension nationale, mais s'étend aussi dans le monde entier. Elle joue un rôle historique aujourd'hui, mais elle a aussi pour mission de tracer les chemins de l'avenir à notre peuple.

5 - Dans une telle organisation, du plus haut au plus bas niveau, on ne trouvait aucun dirigeant susceptible d'être manipulé par les communistes. L'Etat éprouvait donc beaucoup de difficulté à la contrôler, la diriger, à l'influencer par sa propagande et par conséquent à l'utiliser. Il fallait donc fonder une Eglise qui puisse servir d'instrument et d'outil de propagande au communisme. Viendra ensuite le temps où cette nouvelle Eglise elle même sera éliminée, lorsqu'auront disparu les derniers éléments religieux indépendants.

C'est à de véritables pratiques de sorcellerie que se livre l'Etat communiste vietnamien. Il s'efforce de fabriquer des poupées de paille, des génies en papier aux riches atours, à l'apparence sainte et majestueuse. En réalité il s'agit de la tactique qui consiste à apaiser les esprits pour mieux les exorciser. Après la cérémonie, poupées et génies seront jetés au feu; aucun de ces objets ne restera sur un piédestal pour être offert à la vénération du public, comme certains voudraient le croire.

Arrivé à ce point, je me permets d'exposer un certain nombre de questions qui lui sont liées.

- Si l'Eglise bouddhique unifiée du Vietnam n'avait pas possédé les importantes caractéristiques que je viens d'énumérer, elle n'aurait jamais attiré sur elle l'attention toute particulière de l'Etat. Si dans cette Eglise, il n'y avait pas eu un certain nombre de dirigeants inébranlables dans leur position et insensibles à l'attrance de l'argent, l'Etat n'aurait eu besoin, pour contrôler et limiter ses activités, que de publier des décrets, comme, par exemple, la très sévère résolution 297/CP. Il n'aurait pas créé une autre "Eglise-doublure", de même structure et de même appellation que la première, mais de nature différente, pour ensuite y introduire des opportunistes et des ambitieux afin d'y semer la division et la haine mutuelle. Cela nous remplit de honte, face aux religions amies qui, bien que se trouvant dans une même situation que nous, ne connaissent pas les bouleversements et les douloureuses épreuves qui sont les nôtres. Pourtant voilà près de trois millénaires que Bouddha nous avait appris que "c'est un petit vers logé à l'intérieur du lion qui mange sa chair".

- Si cette Eglise créée par l'Etat s'était donné une charte au contenu acceptable, si elle jouissait d'une liberté et

d'une autonomie véritables, il n'y aurait rien à redire; mieux encore, nous nous en réjouissons. Mais elle est bien loin de posséder une telle charte. La charte de l'Eglise d'Etat n'a pas été élaborée par des religieux fidèles, uniquement soucieux de la continuité de la religion. Elle est au contraire l'oeuvre de personnes qui soutiennent un point de vue opposé. Les autorités ont intentionnellement déchiré la charte de l'Eglise bouddhique unifiée du Vietnam et contraint par la force religieux et fidèles à se soumettre à celle d'une Eglise usurpatrice, placée sous la direction de l'Etat communiste grâce à l'intermédiaire de ses deux auxiliaires les plus efficaces, le Bureau des Affaires religieuses et le Front patriotique.

Avant et après la création de cette deuxième Eglise, l'Etat communiste a mis en place un plan à long terme prévoyant toutes sortes de mesures: incarcération des dirigeants de l'Eglise bouddhique unifiée du Vietnam, menaces, accusations et calomnies proférées contre les dirigeants de renom, interdiction faite aux maisons religieuses de recevoir de nouveaux religieux et religieuses, contrôle sévère des permis de résidence, difficultés créées aux pagodes dans tout le pays, obstacles de toutes sortes entravant le déplacement des fidèles, limitations apportées à la prédication et aux libres déplacements des religieux, fermeture des écoles d'enseignement général ou de formation religieuse, confiscation des terres et des biens immobiliers de l'Eglise, etc. L'Etat pouvait penser alors qu'en prolongeant assez longtemps ce contrôle et ces limitations, à la fin du 20ème siècle, les milieux religieux et le bouddhisme en particulier auraient disparu. Le communisme ne devait-il pas construire son paradis sur les ruines de la religion! Où en est aujourd'hui cette ambition? Jamais, la religion ne pourra être exterminée sous un régime athée.

Depuis 1991, les religions ont profité d'une certaine ouverture, grâce à la politique dite de "rénovation". Mais ne nous y trompons pas, ne pensons pas naïvement que l'Etat se corrige ou qu'il fait montre de générosité à l'égard de la religion. Cette nouvelle attitude lui est dictée par l'avancée de la roue de l'histoire et le courant actuel de l'évolution de l'humanité. Elle est également due à la survivance du phénomène religieux. "Changer ou périr", telle est la maxime appliquée aujourd'hui, maxime vitale en vigueur partout dans le monde. Le Vietnam l'a fort bien compris: il est incapable de s'opposer à cette force à la fois visible et invisible, externe et en même temps intérieure au coeur même du peuple. Le relâchement actuel doit donc être considéré non pas comme une faveur mais comme la restitution - encore insuffisante - de biens religieux inaliénables, dont l'Etat s'était pourtant emparé.

Dossiers et documents
N°3/92
Supplément EDA N° 151

Dossier **VIETNAM**